

NOTE DE LECTURE
DE L'OUVRAGE THE SELFISH ALTRUIST

Au nom de quoi agissons-nous ?

Rony Brauman

2001

Le *Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) a été créé par Médecins sans frontières en 1999. Sa vocation : stimuler la réflexion critique sur les pratiques de l'association afin d'en améliorer l'action.

Le Crash réalise des études et analyses portant sur l'action de MSF dans son environnement immédiat. Elaborées à partir des cadres et de l'expérience de l'association, ces textes ne représentent pas la « ligne du parti » MSF, pas plus qu'ils ne cherchent à défendre une conception du « vrai humanitaire ». Leur ambition est au contraire de contribuer au débat sur les enjeux, contraintes, limites – et par conséquent dilemmes – de l'action humanitaire. Les critiques, remarques et suggestions sont plus que bienvenues, elles sont attendues.

The *Centre de reflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) was created by Médecins Sans Frontières in 1999. Its objective is to encourage debate and critical reflexion on the humanitarian practices of the association.

The Crash carries out in-depth studies and analyses of MSF's activities. This work is based on the framework and experience of the association. In no way, however, do these texts lay down the 'MSF party line', nor do they seek to defend the idea of 'true humanitarianism'. On the contrary, the objective is to contribute to debate on the challenges, constraints and limits –as well as the subsequent dilemmas- of humanitarian action. Any criticisms, remarks or suggestions are most welcome.

Note de lecture de l'ouvrage *The Selfish Altruist*. Au nom de quoi agissons-nous ?

Rony Brauman

Ce livre est un questionnement de l'action humanitaire, une mise en examen des fondements éthiques de cette forme d'engagement. L'auteur est un praticien de l'aide, qui fut pendant 10 ans coordinateur des urgences au sein de l'organisation britannique Oxfam, une des *majors* des associations privées de solidarité internationale. C'est dans le cadre des famines d'Ethiopie et du Mozambique qui ravagèrent ces pays au milieu des années 80 qu'il a commencé son long parcours de volontaire humanitaire, poursuivi à partir de 1993 en tant que responsable régional d'Oxfam pour l'Europe de l'Est et l'ex-URSS. Ces quelques vingt années d'expérience de terrain, qu'il fait partager à son lecteur en resituant toujours les questions dans leur contexte, forment le matériau de base d'une réflexion tourmentée.

D'emblée, avec la guerre du Kosovo, Tony Vaux aborde une question fondamentale, celle de la définition des principes sur lesquels se fondent les actions et prises de position publiques des associations humanitaires. En août 98, nous apprend-il, Oxfam écrit au ministre des Affaires étrangères Robin Cook, pour défendre la nécessité d'utiliser la menace de la force contre le gouvernement de Milosevic : « Comme Dayton l'a montré, dit notamment cette lettre, une fois que toutes les initiatives diplomatiques ont échoué, il s'agit de la seule option restante pour protéger les droits des citoyens dans la guerre. Ce n'est sans doute pas une option idéale, mais dans la perspective d'Oxfam, il s'agit d'un moindre mal. » A cette époque, Tony Vaux était un partisan de la dissuasion par la force. C'était le moment où les forces serbes étaient passées du harcèlement sporadique de la population kosovar à une véritable stratégie de démolition à grande échelle. Les destructions de maisons avaient jeté plus de 200.000 personnes sur les routes et la perspective du prochain hiver était particulièrement inquiétante pour tous ces sans-abris. Les équipes régionales d'Oxfam poussaient l'organisation à appeler à l'usage de la force, l'un des arguments étant que la menace suffirait, tant le déséquilibre des forces entre l'OTAN et la Yougoslavie était grand.

Si l'homme d'action Tony Vaux s'est fait auteur, s'il a voulu prendre une année sabbatique pour réfléchir par écrit, c'est parce qu'il s'est lui-même étonné d'avoir pu défendre une option militaire. Quels changements étaient intervenus, qui pouvaient justifier le passage d'un pacifisme intransigeant, celui des fondateurs Quakers, à un bellicisme, certes modéré, certes assorti de considérations nuancées, mais bien réel toutefois. A vrai dire, Oxfam s'était déjà engagé dans cette voie quelques années auparavant en appelant à une intervention armée en Somalie pour mettre un terme aux pillages de l'aide internationale lors de la famine de 1992. Le fiasco sanglant dans lequel avait sombré cette opération n'avait apparemment pas incité l'organisation à revenir sur son analyse. D'autant moins que, comme chacun, les responsables d'Oxfam avaient constaté que c'est une intervention militaire américaine qui avait mis fin à la guerre de Bosnie, débouchant sur les accords de Dayton auxquels il est fait mention dans la lettre à Robin Cook.

Lorsqu'il a vu les combattants kosovars rentrer victorieusement au Kosovo et se comporter comme de vulgaires paramilitaires serbes, organiser leur propre racket économique et commettre les mêmes violations des droits de l'homme à l'encontre des Serbes, Tony Vaux a commencé à changer d'avis. Il s'est peu à peu convaincu que la question posée au Kosovo allait au-delà de la reconnaissance des droits et des besoins des individus de l'« autre bord ». Sans doute n'avait-on pas remarqué à Oxfam, qu'en Bosnie comme au Kosovo les interventions armées avaient d'abord été une ratification de la purification ethnique. Reste que le cheminement de l'auteur est intéressant en ceci qu'il prend conscience d'une réalité masquée par le succès populaire des ONG humanitaires, à savoir l'usage de cette « politique du bien » comme ressource de légitimité au service de stratégies hégémoniques. C'est dans la même veine que creuse Tony Vaux au long de son ouvrage très documenté, s'interrogeant sur ce qui est réellement à l'œuvre lorsqu'on entreprend d'aider un groupe d'êtres humains. L'altruisme, qui est la véritable quête de l'auteur, s'y trouve malmené par une critique sans complaisance, mais insuffisamment fondée à nos yeux.

Constatant que nombre d'ONG, à l'instar d'Oxfam, établissent leurs principes fondamentaux dans un ensemble de droits dits « essentiels », il constate que certains d'entre eux entrent nécessairement en compétition avec d'autres. Ainsi, en Afghanistan, lorsque les Talibans interdirent aux femmes de travailler, Oxfam décida de suspendre ses opérations, en particulier le vaste programme de rénovation du système d'approvisionnement en eau potable de Kaboul. L'objectif était naturellement de faire pression sur les Talibans pour les amener à revenir sur ce déni de droit. Résultat, nous dit l'auteur : les Kaboulis ont recommencé à consommer de l'eau polluée et certains, ajoute-t-il, en sont morts. Puisqu'il n'y avait pas de critère de priorité de tel droit sur tel autre, la question était livrée à l'arbitraire des choix personnels et institutionnels. En l'occurrence, Oxfam choisit de placer les droits de la femme au-dessus du droit à la vie avant de revenir sur son « erreur », trois ans plus tard et de donner enfin la « primauté au droit à la vie. »

Cet aller-retour entre des droits contradictoires est décrit en des termes distincts mais proches au sujet de la grande famine d'Ethiopie de 1984. Tony Vaux compare notamment les positions d'Oxfam et de Médecins Sans Frontières face aux transferts forcés de population décidés par le gouvernement éthiopien de l'époque. Rappelons que ce gouvernement, d'inspiration stalinienne, avait entrepris de venir à bout des résistances armées auxquelles il était confronté par des déplacements massifs de population destinés à couper les guérillas de toute possibilité de soutien matériel de la part de la population. Il s'agissait, dans le vocabulaire officiel, de « réinstallation » dans des régions fertiles. Armé de l'ambition d'être « le premier pays authentiquement communiste d'Afrique », il s'était simultanément lancé dans un vaste programme de collectivisation violente, appelé « villagisation ». L'un et l'autre étaient présentés à l'opinion publique comme des « programmes de développement » et utilisaient largement les ressources offertes par l'immense mouvement de solidarité qui s'était porté vers l'Ethiopie.

Au terme de multiples interrogations, MSF avait décidé de protester publiquement contre ce détournement de l'aide humanitaire, ce que nous considérons en fait comme un « retournement » de l'aide à l'encontre de ses bénéficiaires supposés. Oxfam avait, au contraire, choisi de soutenir plus ou moins explicitement ces transferts, tout en faisant savoir aux dirigeants éthiopiens, par les voies diplomatiques, ses critiques concernant les conditions matérielles choquantes de ceux-ci. Tony Vaux retrouve, dans ces approches contradictoires, une opposition entre deux valeurs, ou deux droits : le droit à la vie d'un côté, le droit à la liberté (ou à la vérité, pourrait-on dire également) de l'autre.

Vaux relève à juste titre les multiples oppositions, déclinables à l'infini, qui se jouent entre des droits dont la liste ne cesse de s'allonger. Il identifie l'obstacle, mais il ne le franchit pas. Il ne semble pas envisager sérieusement, en effet, de renoncer à cet idéalisme juridique qui place les

droits en dehors des champs de forces politiques et sociales qui les produisent et les orientent. S'il critique avec force la candeur d'un certain altruisme philanthropique ce n'est pas pour constater, derrière les sociologues, qu'il peut être intéressant d'être désintéressé et tenter de briser le « cercle enchanté » de la légitimité humanitaire. C'est au contraire pour dessiner une autre cercle enchanté, celui d'un altruisme fondé, non sur les droits décidés par les humanitaires, mais sur ceux que choisissent les « bénéficiaires ». Ce qui ne résout nullement la question de l'arbitrage entre des priorités contradictoires. Là réside la grande faiblesse de ce livre, qu'on lira cependant avec grand intérêt pour le retour réflexif sur une expérience très riche qu'il nous permet de partager.